



Paris, le 03 décembre 2025

## Appel de Familles de France Préservez les articles 42 et 42 ter du PLFSS 2026

Madame la Députée, Monsieur le Député,

À l'approche de la nouvelle lecture du PLFSS 2026, la Fédération nationale Familles de France souhaite vous adresser un message clair : **ne laissez pas disparaître deux avancées essentielles pour les parents et les enfants.**

Les articles 42 et 42 ter représentent des mesures concrètes, attendues et utiles.

Si le projet de loi n'était pas adopté dans les jours à venir, **ce ne sont pas les retraites qui seraient suspendues, mais des droits nouveaux que les familles attendent depuis plus de dix ans.**

### 1. Préserver l'article 42 : le congé supplémentaire de naissance

Le Sénat a adopté une version équilibrée et réaliste du congé supplémentaire de naissance :

- sans obligation de fractionnement rigide ;
- sans mois imposé où un seul parent doit rester isolé avec l'enfant ;
- adaptée aux réalités des familles, quelles que soient leurs situations professionnelles ou conjugales.

Les modalités initiales, trop contraignantes, auraient entraîné un non-recours massif.

**La version sénatoriale est pragmatique et applicable : c'est celle que nous vous demandons de maintenir**

### 2. Une mise en œuvre dès 2026 : un signal fort envoyé aux familles

Le Gouvernement s'est dit prêt à avancer la date d'entrée en vigueur.

Nous savons que des ajustements techniques entre CAF et CPAM seront nécessaires, mais **ils ne doivent pas retarder une mesure aussi attendue.**

**Une entrée en vigueur au 1er septembre 2026** serait un compromis raisonnable et un message clair :

*le législateur vote, l'État applique, les familles en bénéficient rapidement.*

1/2

### **3. Maintenir l'article 42 ter : la majoration des allocations familiales à 14 ans**

Le Sénat a largement adopté l'article 42 ter, proposé par notre réseau via l'Unaf.

Il s'agit d'une mesure simple et juste :

- inscrire dans la loi le maintien de la majoration des allocations familiales à 14 ans ;
- éviter qu'une prestation familiale essentielle puisse être supprimée par simple voie réglementaire, sans débat démocratique.

**Cet article protège les familles aujourd'hui et préserve la stabilité de notre politique familiale pour demain.**

#### **Ce que Familles de France demande**

En tant que représentants des familles, nous vous demandons de voter le maintien :

- **de l'article 42, dans sa version adoptée par le Sénat ;**
- **de l'article 42 ter, garant de la sécurité des prestations actuelles.**

Ces dispositions sont attendues, équilibrées, finançables, et surtout **porteuses de soutien concret pour les parents.**

Les familles vous font confiance ; **Ne les décevez pas.**

Le congé de naissance, la stabilité des allocations, l'équilibre du quotidien : **ce sont des sujets très concrets, très réels, très attendus.**

En votant ces articles, vous envoyez un signal simple et essentiel : **la politique familiale reste une priorité pour la Nation.**

Nous comptons sur vous.

Familles de France

Fédération nationale – Mobilisée pour les droits des familles

**Charly HÉE**